

ARRETE DU MAIRE

N° 22 /25 du 17 JAN. 2025

Réglementant provisoirement la circulation sur plusieurs routes provinciales (RP1-RP2-RP11-RP12) de la commune du Mont-Dore.

Le Maire de la Ville du MONT-DORE, Officier de Police judiciaire

Vu la Loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie, et notamment les dispositions de ses articles L.131-3 et L.131-4 relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu l'arrêté n°2017-1513/GNC du 4 juillet 2017 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le Code Pénal ;

Vu le code de la route en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n°184/24 du 27 mars 2024 portant délégation de signature au profit du Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore, Monsieur Nicolas OXFORD ;

Vu la demande de l'entreprise AOW SARL représentée par Monsieur Franck PIERRE DIT BOCQUET en date du 08 janvier 2025 ;

Vu le Marché N°21M054 de la DAEM ;

Considérant qu'il importe de définir les prescriptions en matière de circulation applicables à tous travaux sur la voie publique afin d'assurer le bon déroulement du chantier et de préserver la sécurité des usagers sur les routes en agglomération.

ARRETE

Article 1 – Objet

Le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions de circulation sur les zones concernées par les travaux de balayage mécanique et manuel le long des bordures et des ilots centraux des routes provinciales ci-dessous :

- RP12 : sur la totalité de son linéaire
- RP11 : sur la totalité de son linéaire
- RP1 : du Rond-point du Pont-des-Français au Rond-point Edmond Caillard
du Rond-point de la Mairie Annexe au Rond-point du collège de Plum
- RP2 : sur la totalité de son linéaire

Le présent arrêté est valable **à compter du 22 janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2025.**

Les travaux se dérouleront en journée, de 7h00 à 17h00 et de nuit, de 18h00 à 05h00.

Article 2 – Informations préalables

Avant d'entreprendre les travaux le permissionnaire informera par courriel (infrastructures@ville-montdore.nc) la Direction des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore, au moins 72 heures à l'avance, des perturbations éventuelles pour les véhicules de transports en commun, prioritaires (tels que pompiers, police, gendarmerie, ambulances, coursier...) et de collecte des ordures ménagères. Il se mettra également en rapport avec cette direction pour organiser la réception de la signalisation temporaire.

Article 3 – Circulation – mesures de police

Ces travaux, impliquent les modifications de la circulation comme suit :

La limitation de vitesse à « 30 km/h » se fera par la pose de panneaux de gamme normale.

Selon les besoins du chantier la circulation sera régulée par des piquets mobiles de type K10.

La circulation régulée par des feux tricolores est INTERDITE.

Le retour à la circulation normale se fera sans préavis dès la fin des travaux.

Les véhicules, les camions et le personnel circulant sur le chantier devront bénéficier d'un équipement conforme à l'arrêté n°2017-1513/GNC du 4 juillet 2017 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie.

Article 4 – Signalisation de chantier

Le permissionnaire doit soumettre à l'avis préalable de la Direction des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore les plans de signalisation avant tout démarrage des travaux.

Cette signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur, notamment aux dispositions de l'arrêté n° 2017-1513/GNC du 4 juillet 2017 relatif à la signalisation routière en Nouvelle-Calédonie.

La signalisation temporaire de chantier sera adaptée aux perturbations et/ou restrictions de capacité de circulation.

Les dangers particuliers engendrés par la réalisation des travaux doivent être balisés et signalisés, par l'entreprise AOW SARL jusqu'à leur disparition. La limitation de vitesse doit être adaptée aux risques.

Article 5- Responsabilités

L'entreprise AOW SARL veillera à ce que le chantier soit laissé chaque soir, propre et sécurisé pour les usagers.

L'entreprise AOW SARL est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation, fixée à l'article 4 ci-dessus et réalisée à l'aide de panneaux. Le balisage à l'aide de fûts ou de murs en béton est strictement interdit.

L'entreprise AOW SARL a pour obligation d'entretenir la signalisation pendant toute la durée des travaux de jour comme de nuit. En cas de défaillance, la Direction des Services Techniques et de Proximité de la Ville du Mont-Dore pourra faire procéder à l'arrêt du chantier.

L'entreprise AOW SARL devra, en toutes circonstances, permettre le passage des véhicules prioritaires (tels que pompiers, police, gendarmerie, ambulances ...).

L'entreprise AOW SARL ne pourra en aucun cas empêcher les riverains d'accéder à leur domicile.

Article 6 – Signalisation existante

Dans le cas où la signalisation permanente est différente ou porte une inscription contraire à la signalisation de chantier, celle-ci doit être temporairement masquée dans la zone de travaux, afin qu'une cohérence vis-à-vis des usagers soit conservée.

De plus, pendant les périodes d'inactivité des chantiers, la signalisation temporaire doit être déposée ou masquée quand les motifs ayant conduit à l'implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacle).

En cas de besoin, une signalisation de danger et de prescription adéquate sera mise en place pendant ces périodes.

Le mobilier et le marquage horizontal devront être rendus en l'état.

Article 7

La ville du Mont-Dore n'est pas responsable des dommages qui pourraient être causés à l'ouvrage pour quelque cause que ce soit, ni des dégâts qui pourraient être occasionnés aux tiers.

Article 8 - Sanctions : Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux peines contraventionnelles prévues par l'article R.610-5 du Code pénal, sans préjudice le cas échéant, des poursuites judiciaires éventuelles.

Article 9 - Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la Mairie, publié sous format électronique.


Article 10 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de NOUVELLE-CALEDONIE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 11 – Le gérant de l'entreprise AOW SARL, le Chef de la Police Municipale, le Directeur des Services Techniques et de Proximité de la Ville, et les commandants des brigades de gendarmerie de « Plum » et de « Saint-Michel » sont chargés, chacun en ce qui leur concerne, de l'exécution du présent arrêté.

AMPLIATIONS

Intéressé(e) (AOW SARL).....	1
Gendarmerie de Plum & Saint-Michel	1
DAEM	1
Police municipale.....	1
S.A.G (registre et publication)	1

Pour le maire et par délégation,
Le Directeur des Services Techniques
et de Proximité


Nicolas OXFORD